



PRÉFET DE LA REGION ILE-DE-FRANCE,
PRÉFET DE PARIS

Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement, de l'Aménagement
et des Transports d'Ile de France

Unité départementale de Paris

Service patrimoine, paysage et droit des sols
Pôle droit des sols
5 rue Leblanc 75911 Paris cedex 15

MINISTERE DU TRAVAIL DE L'EMPLOI ET DE
L'INSERTION

Madame Cécile FAVAREL GARRIGUES
14 avenue Duquesne
75350 PARIS CEDEX 07

PC 075 107 21 P0009

127 au 127B RUE DE GRENELLE - 1 au 11 BOULEVARD DES INVALIDES - 75007 PARIS

ARRÊTÉ
pris au nom de l'État par
LE PRÉFET DE LA RÉGION ILE-DE-FRANCE, PRÉFET DE PARIS,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le code de l'Urbanisme ;

Vu la demande de permis de construire, référencée ci-dessus, déposée le 25/05/2021, par le MINISTERE DU TRAVAIL DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION, Madame Cécile FAVAREL GARRIGUES, visant, pour ses parties non classées "Monument Historique", une opération de réhabilitation et de rénovation de l'Hôtel du Châtelet du R-2 au R+2 avec réaménagement intérieur, réfection de la couverture, repavage des cours intérieures, aménagement paysager avec création de locaux techniques en fond de jardin, modification des liaisons verticales et remplacement de menuiseries extérieures. Surface de planchers créée : 11,5 m² ; ensemble, les pièces complémentaires reçues le 02-07-2021 ; précisions sur une extension dans une courette et sur les locaux techniques en fond de jardin, et abandon de l'aménagement d'une terrasse ; étant précisé que les travaux sur les parties classées M.H. de cette opération ont fait pour leur part l'objet d'une demande d'autorisation de travaux sur Monument Historique classé AC 075-107-21-00070 déposée le 25/05/2021 ;

Vu les avis de services émis par :

- [001] UDAP (Architecte des Bâtiments de France) [001] avis favorable en date du 28/07/2021
- [201] CRMH (Préfet de Région - Monument historique inscrit) avis sans observations en date du 17/06/2021
- [222] DRAC Ile de France (Service Régional de l'Archéologie) [222] avis favorable en date du 18/06/2021
- *P01* DU SPCPR Circ. OUEST en date du 25/05/2021 avis réputés favorables en dates des 25/06/2021 et 05/08/2021

ARRETE,

ARTICLE 1 :

Le permis de construire, référencé ci-dessus, est accordé.

Le bénéficiaire du permis respectera les prescriptions émises par l'architecte des Bâtiments de France dans son avis ci-joint.

Il procédera aux mesures d'affichage sur le terrain précisées en annexe.

ARTICLE 2

En application des articles L424-9 et R452-1 du code de l'urbanisme, le permis de démolir est exécutoire quinze jours après sa notification à son bénéficiaire.

Fait à Paris le **10 AOUT 2021**

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional et interdépartemental adjoint de
l'environnement, de l'aménagement
et des transports de la région Ile-de-France,
directeur de l'unité départementale de Paris

Raphaël HACQUIN

Pièce jointe

- Avis de l'Architecte des Bâtiments de France du 28-07-2021

INFORMATIONS D'ORDRE GENERAL (articles A.424-8 et A.424-9 du Code de l'Urbanisme)

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Paris dans un délai de deux mois à partir de sa notification.

Pour information, il est précisé que ce recours peut être précédé d'un recours gracieux adressé à la Préfecture de Paris.

Conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours contre le permis le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Le bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé à la Mairie, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA no 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du Gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du Gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

Le bénéficiaire du permis a l'obligation de souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L. 242-1 du code des assurances.

Travaux sur construction existante

DECI (défense extérieure contre l'incendie) :

Toute demande relevant de la gestion des points d'eau incendie est à adresser à la Direction de la Propreté et de l'Eau - STEA - Section de l'Assainissement de Paris - Division coordination de l'exploitation - 27 rue du Commandeur 75014 PARIS - mël : DPE-STEAD-DECI@paris.fr - téléphone : 01 53 68 24 70 - fax : 01 53 68 24 99.

Amiante :

Il est rappelé l'obligation, avant tous travaux, de procéder dans les locaux concernés par la présente autorisation à la recherche de matériaux contenant de l'amiante, et de prendre, le cas échéant, toute mesure afin que les travaux envisagés ne constituent pas un danger pour les personnes pouvant être directement ou indirectement exposées à cette matière. Tous renseignements relatifs aux risques liés à une exposition à l'amiante peuvent être obtenus auprès de la Direction du Logement et de l'Habitat de la Ville de Paris - Sous-Direction de l'Habitat - Service Technique de l'Habitat - 103, avenue de France 75013 PARIS - Téléphone : 01 42 76 72 80.

Plomb :

L'ensemble du territoire parisien a été classé par arrêté préfectoral du 24 octobre 2000 zone à risque d'exposition au plomb, en ce qui concerne les revêtements des bâtiments affectés en tout ou partie à l'habitation, construits avant le 1^{er} janvier 1948. Le constructeur est tenu de prendre en compte les risques liés à la présence éventuelle de plomb pouvant résulter des travaux, objets de la présente autorisation, pour les occupants et les personnes appelées à les effectuer. Tous renseignements peuvent être obtenus sur le site du ministère de la transition écologique et solidaire - Politiques publiques - Bâtiments et règles de construction - Politique de prévention de l'habitat - Risques liés au plomb et autres risques sanitaires ou auprès de l'Agence Régionale de la Santé d'Ile-de-France (ARS) Millénaire 2 - 35, rue de la gare 75935 PARIS CEDEX 19.

Termes :

L'ensemble du territoire parisien a été classé par arrêté préfectoral du 21 mars 2003 zone de surveillance et de lutte contre les termites et autres insectes xylophages. Le constructeur doit faire procéder à l'incinération, sur place, des bois et des matériaux de démolition contaminés, ou en cas d'impossibilité, à leur traitement, avant tout transport, et d'en faire la déclaration à la mairie de l'arrondissement du lieu de situation de l'immeuble (Bureau des Affaires Générales). Tous renseignements peuvent être obtenus auprès de la Direction du Logement et de l'Habitat - Sous-Direction de l'Habitat - Service Technique de l'Habitat - 103, avenue de France 75013 Paris Téléphone : 01 42 76 89 43 - 01 42 76 72 21 - 01 42 76 72 32 ou sur paris.fr - Services et infos pratiques - Logement - Prévention pour le logement - Lutte contre l'habitat indigne - Lutte contre les termites.

Plaques de rues :

Les plaques portant les noms des voies (impasse, rues, avenues, boulevards...) doivent être visibles depuis l'espace public y compris pendant la durée des travaux. Toute plaque déposée à l'occasion de travaux devra être remise à son emplacement initial. De même toute plaque dégradée du fait des travaux devra être remise en état.



MINISTÈRE DE LA CULTURE

Direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France
Service métropolitain de l'architecture et du patrimoine - pôle 75

Dossier suivi par : FREDERIC MASVIEL

Objet : demande de permis de construire

Préfecture de PARIS et d'Ile de FRANCE
DRIEA - UDEA 75 - DROIT DES SOLS
5 rue Leblanc
75911 PARIS Cedex 15

A Paris, le 28/07/2021

numéro : pc10721p0009	demandeur :
adresse du projet : 127 RUE DE GRENELLE 75007 PARIS 07	MINISTÈRE DU TRAVAIL L'EMPLOI ET
nature du projet : Réhabilitation	INSERTION
déposé en mairie le : 25/05/2021	14 AVENUE DUQUESNE
reçu au service le : 05/07/2021	75350 PARIS CEDEX 07
servitudes liées au projet : LCAP - site patrimonial remarquable -	
SPR avec PSMV Approuvé le 09/08/2016	

L'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable. Les articles L.632-1 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables.

Après examen de ce projet, l'architecte des Bâtiments de France donne son accord. Par ailleurs, ce projet appelle des recommandations ou des observations :

Pour les parties concernées par le SPR :

Il conviendrait de disposer les bornes de recharges électriques pour véhicule de manière symétrique en vis-à-vis dans la cour.

Pour les parties protégées MH :

Il serait opportun de trouver une solution à terme pour permettre la suppression de la lucarne type "chien rampant" sur le versant de toiture côté cour d'honneur qui est jugée disgracieuse.

Il serait opportun de différencier la partie en attique (ajoutée) sur jardin du reste de l'avant-corps pour le distinguer clairement du reste de la façade et mieux l'intégrer dans le brisis en ardoise.

L'architecte des Bâtiments de France sera averti du démarrage du chantier et informé de son déroulement. Les échantillons, teintes de matériaux et peintures lui seront soumis préalablement à toute mise en œuvre.

Nota : L'aménagement de la terrasse H200 est abandonné par la maîtrise d'ouvrage et a donné lieu à une communication écrite du SG-DFAS des Ministères sociaux à la Préfecture de Région IDF par courrier LRAR n°2C 140 828 2377 8 en date du 08/07/2021. (référence D.21.019784). Par conséquent l'avis ne tient pas compte des pièces écrites et graphiques portant sur cet aménagement. Cet avis tient compte des pièces complémentaires qui ont été versées au dossier le 01/07/2021.

L'architecte des Bâtiments de France

FREDERIC MASVIEL

En cas de désaccord avec l'architecte des Bâtiments de France, l'autorité compétente peut saisir, dans un délai de sept jours à compter de la réception du présent acte, le préfet de région (direction régionale des affaires culturelles) par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le contrôle de la conformité des travaux sera réalisé en collaboration avec l'architecte des Bâtiments de France en application des articles L.462-2 et R.462-7 du code de l'urbanisme.